



LE RRMAN

Le Régime de retraite des membres
de l'Assemblée nationale

Juillet 2012

La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) gère le Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN) et plus de 30 régimes de retraite. Le RRMAN est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Ce bulletin présente les principales dispositions de votre régime de retraite. Il comprend un régime de base et un régime de retraite supplémentaire qui respectent les règles fiscales. Les dispositions de ces deux régimes ont été regroupées.

TABLE DES MATIÈRES

LA PARTICIPATION AU RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (RRMAN)	2
LE RACHAT D'ANNÉES DE SERVICE.....	2
LA RETRAITE	3
LE TRANSFERT DANS UN COMPTE DE RETRAITE IMMOBILISÉ (CRI)	4
L'INVALIDITÉ	5
LE DÉCÈS	5
LE RETOUR À LA VIE POLITIQUE	5
LA RUPTURE DU MARIAGE OU DE L'UNION CIVILE	6
LE DROIT DE RECOURS.....	6
LA LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES UTILISÉS	6

Dans ce document, le genre masculin est employé dans le seul but d'alléger le texte.

Dépôt légal – 2012

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN – 978-2-550-65245-8 (imprimé)

ISBN – 978-2-550-65244-1 (PDF)



LA PARTICIPATION AU RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (RRMAN)

Qui est visé par le RRMAN?

Le RRMAN vise la personne qui est député ainsi que celle qui a le droit de recevoir ou qui reçoit déjà une rente en vertu du RRMAN ou du régime de retraite qui s'appliquait aux députés avant le 1^{er} janvier 1992.

Suis-je obligé de participer au RRMAN?

Oui, cependant, si vous étiez député le 31 décembre 1991 ou l'êtes devenu après cette date, vous pouvez renoncer à participer au RRMAN, en tout temps, en avisant la CARRA de votre décision par écrit. Vous cesserez alors de participer au RRMAN à la date de réception de l'avis par la CARRA.

Vous pouvez toujours revenir sur votre décision en informant la CARRA par écrit. Votre participation débutera alors à la date de réception de l'avis par la CARRA.

Sachez que vous cessez de participer au RRMAN après une période équivalant à 25 années cumulées à compter du 1^{er} janvier 1983 ou, au plus tard, le 30 décembre de l'année de votre 69^e anniversaire.

De plus, une fois par année, la CARRA vous transmet un relevé qui donne le détail de votre participation au RRMAN et une estimation des prestations auxquelles vous avez droit.

Quel est le taux de cotisation au RRMAN?

En 2012, le taux de cotisation est égal à 9 % de votre indemnité de député (indemnité annuelle plus indemnité additionnelle).

Toutefois, le montant de votre indemnité de député, sur lequel est prélevée une cotisation, est limité et il respecte les règles fiscales. Si vous participez au RRMAN durant seulement une partie d'année, le montant maximum cotisable sera rajusté en conséquence.

LE RACHAT D'ANNÉES DE SERVICE

Pendant que vous participez à votre régime de retraite, vous avez le droit de racheter certaines années de service.

Quelles sont les années qui peuvent être rachetées?

Vous pouvez racheter les années ou parties d'année à titre de député du Parlement du Canada ou de député de l'Assemblée nationale, pour lesquelles vous avez obtenu le remboursement de vos cotisations. Auquel cas, vous devez, pour chaque année ou parties d'année de service que vous désirez racheter, verser un montant égal à la cotisation (9 %), qui aurait été retenue sur l'indemnité de député à laquelle vous aviez droit au moment de votre demande.

Vous pouvez aussi racheter les années ou parties d'année pendant lesquelles vous n'avez pas cotisé au RRMAN parce que vous aviez renoncé à y participer. Dans ce cas, vous devez verser une somme égale aux cotisations que vous auriez versées, si vous aviez participé à ce régime, plus les intérêts accumulés.

De plus, vous pouvez racheter l'une des périodes suivantes afin d'obtenir de votre ancien régime une rente de retraite :

- ♦ une période d'absence sans salaire alors que vous occupiez un emploi visé par le RREGOP, le RRPE, le RRE, le RRF, le RRCE, le RRAS ou le RRAPSC. Vous ne devez cependant pas avoir été député durant la période que vous désirez racheter;
- ♦ une période pendant laquelle vous occupiez un emploi occasionnel selon les critères du RREGOP, avant le 1^{er} janvier 1988;
- ♦ une période de service pendant laquelle vous n'avez pas cotisé au RREGOP, ni au RRPE, ni au RRAS parce que vous avez opté pour une allocation compensatoire.



LA RETRAITE

Quand suis-je admissible à une rente?

Si vous avez 60 ans ou plus, lorsque vous cessez d'être député, votre rente de retraite est payable sans réduction à compter de la date à laquelle vous avez cessé d'être député.

Si vous avez moins de 60 ans, votre rente est réduite et elle est payable à compter de la date de réception de votre demande ou de toute date postérieure que vous aurez indiquée, mais sans excéder celle de votre 60^e anniversaire.

Votre rente est payable, au plus tard, le 31 décembre de l'année de votre 69^e anniversaire, et ce, même si vous êtes toujours député.

Comment la rente est-elle calculée?

Votre rente de retraite est égale au total des crédits de rente qui vous sont accordés pour chaque année de participation au régime.

Le montant du crédit de rente est égal à 4 % de l'indemnité de député que vous recevez chaque année. Chaque crédit de rente est indexé annuellement selon le taux d'augmentation de l'indice des rentes (TAIR), déterminé par la Régie des rentes du Québec, du 1^{er} janvier suivant l'année de son acquisition jusqu'au 1^{er} janvier de l'année où votre rente de retraite devient payable.

Exemple :

Vous êtes élu à l'Assemblée nationale pour la première fois le 8 décembre 2008 à l'âge de 57 ans et vous occupez un poste comme député jusqu'au 30 mai 2012.

Vos indemnités sont de 5 505 \$ en 2008, de 98 196 \$ en 2009, 2010 et 2011 et de 33 360 \$ en 2012.

Votre rente de retraite sera calculée ainsi :

<i>Pour 2008, 5 505 \$ x 4 % indexée pendant 4 ans</i>	=	241 \$
<i>Pour 2009, 98 196 \$ x 4 % indexée pendant 3 ans</i>	=	4 172 \$
<i>Pour 2010, 98 196 \$ x 4 % indexée pendant 2 ans</i>	=	4 102 \$
<i>Pour 2011, 98 196 \$ x 4 % indexée pendant 1 an</i>	=	4 071 \$
<i>Pour 2012, 33 360 \$ x 4 %</i>	=	1 334 \$
<i>Votre rente annuelle sera donc de</i>		13 920 \$

Si, avant le 1^{er} janvier 1983, vous avez participé au régime de retraite qui s'appliquait aux députés, votre rente pour ces années correspond à 75 % de la somme des cotisations versées avant cette date, indexée annuellement selon le TAIR.

La rente est-elle réduite si elle est anticipée?

Si vous prenez votre retraite avant 60 ans, votre rente sera réduite de la façon suivante :

- ♦ 0,0833 % pour chaque mois compris entre 55 et 60 ans;
- ♦ 0,1666 % pour chaque mois compris entre 50 et 55 ans;
- ♦ 0,25 % pour chaque mois compris entre la date de prise d'effet de la rente et l'atteinte de vos 50 ans.

À noter que cette réduction est permanente.

Exemple :

Votre carrière politique prend fin à l'âge de 47 ans et 6 mois. Vous avez alors acquis une rente annuelle de 30 000 \$ avant réduction. Si vous demandez immédiatement votre rente de retraite, la réduction qui s'appliquera sera calculée ainsi :

<i>Pour les 60 mois entre 55 et 60 ans (60 mois x 0,0833 %)</i>	=	5 %
<i>Pour les 60 mois entre 50 et 55 ans (60 mois x 0,1666 %)</i>	=	10 %
<i>Pour les 30 mois entre 7 ans et 6 mois et 50 ans (30 mois x 0,25 %)</i>	=	7,5 %
Total		22,5 %

Le montant de la réduction est donc de 6 750 \$ (30 000 \$ x 22,5 %).

Pour diminuer le montant de la réduction, vous pouvez reporter le paiement de votre rente. La réduction sera calculée en fonction de votre âge au moment où vous commencerez à recevoir votre rente.

Y a-t-il une limite au montant de la rente que je peux recevoir?

Peu importe la durée de votre carrière politique, votre rente ne peut être supérieure à l'indemnité la plus élevée à laquelle vous avez eu droit au cours de vos mandats.

Par ailleurs, vous ne pouvez pas accumuler de crédits de rente pour plus de 25 années de service après le 31 décembre 1982.





L'INVALIDITÉ

Que prévoit mon régime en cas d'invalidité?

Si vous cessez d'être député en raison d'une incapacité physique ou mentale, vous recevrez des prestations d'un régime d'assurance invalidité, déterminé par le Bureau de l'Assemblée nationale. Vous serez exonéré de vos cotisations au RRMAN et vous continuerez d'accumuler des crédits de rente comme si vous étiez encore député jusqu'à la première des dates suivantes :

- ♦ la date où vous cesserez de recevoir des prestations d'un régime d'assurance invalidité;
- ♦ la date de votre 60^e anniversaire de naissance.

LE DÉCÈS

Quelles sont les prestations que prévoit le RRMAN à mon décès?

Si vous êtes toujours député, au moment de votre décès, ou encore si vous êtes retraité, votre conjoint recevra généralement 60 % de la rente à laquelle vous auriez eu droit ou que vous receviez déjà.

De plus, chacun de vos enfants aura droit à une rente égale à 10 % de la rente, qui vous aurait été versée ou qui vous était déjà versée. Ce pourcentage augmente à 20 % si vous n'avez pas de conjoint.

La rente payable à votre conjoint et à vos enfants ne peut pas excéder le montant de la rente, qui vous aurait été versée ou qui vous était déjà versée. Le montant maximal de la rente payable aux enfants qui ont droit à une rente est partagé également entre eux.

Si vous n'avez ni conjoint ni enfant au moment de votre décès, vos héritiers recevront une somme correspondant au double de la totalité de vos cotisations, plus les intérêts accumulés.

De plus, si le total des prestations qui ont été versées à titre de rente, que ce soit à vous, à votre conjoint ou à vos enfants, est inférieur au double des cotisations que vous avez versées au RRMAN, plus les intérêts accumulés jusqu'à la date à laquelle la rente est devenue payable, la différence est alors versée aux héritiers.

Qui le RRMAN reconnaît-il comme mon conjoint?

Le conjoint est la personne mariée ou unie civilement au participant ou au retraité.

Si le participant ou le retraité n'est pas marié ni uni civilement, le conjoint est la personne de sexe différent ou de même sexe qui est présentée comme son conjoint et qui, au moment du décès du participant ou du retraité, vivait maritalement avec lui depuis au moins 3 ans. Lorsqu'un enfant est né ou à naître de l'union, la période de vie maritale passe de 3 ans à un an. Cette personne ne doit cependant pas être mariée ni unie civilement avec quelqu'un d'autre au moment du décès.

Quelle est la définition du terme *enfant* d'après le RRMAN?

C'est votre enfant qui, au moment de votre décès, est âgé de moins de 18 ans, ou de moins de 21 ans si, dans ce dernier cas, il fréquente à temps plein un établissement d'enseignement collégial ou universitaire.

LE RETOUR À LA VIE POLITIQUE

Que se passe-t-il si, une fois retraité, je fais un retour à la vie politique?

Si vous recevez une rente de retraite du RRMAN et que vous êtes réélu député, votre rente sera suspendue jusqu'à la cessation de votre mandat ou, au plus tard, jusqu'au 30 décembre de l'année de votre 69^e anniversaire.

Vous devrez participer de nouveau au RRMAN et vous accumulerez de nouveaux crédits de rente jusqu'à la première des dates suivantes :

- ♦ l'atteinte de 25 années de service depuis le 1^{er} janvier 1983;
- ♦ le 30 décembre de l'année de votre 69^e anniversaire.

Lorsque vous cesserez d'être député, la rente à laquelle vous aurez droit sera équivalente à la somme de celle qui a été suspendue lors de votre retour en politique, indexée selon le TAIR, et à la rente que vous aurez acquise depuis.



LA RUPTURE DU MARIAGE OU DE L'UNION CIVILE

Qu'arrive-t-il en cas de divorce ou de rupture d'une union civile?

Les droits accumulés dans un régime de retraite pendant le mariage ou l'union civile font partie du patrimoine familial. La valeur de ces droits peut donc faire l'objet d'un partage lors d'un divorce, d'une séparation légale, du paiement d'une prestation compensatoire, de l'annulation d'un mariage ou de la dissolution ou de l'annulation d'une union civile.

La CARRA établit cette valeur sur demande après l'introduction de l'instance (ou avant, si un médiateur accrédité confirme la tenue d'une médiation familiale). Par la suite, si le tribunal décide qu'il doit y avoir partage de la valeur des droits, la CARRA transfère sur demande, dans l'établissement financier choisi par le conjoint, la somme qui lui est attribuée dans un CRI, dans un FRV ou dans un contrat de rente à son nom.

Lorsque vous recevrez votre rente, ou si vous la recevez déjà, celle-ci sera réduite pour tenir compte de la somme qui aura ainsi été transférée à votre conjoint.

LE DROIT DE RECOURS

Que puis-je faire si je suis en désaccord avec une décision rendue par la CARRA?

Si vous êtes en désaccord avec une décision rendue par la CARRA, vous pouvez, en tout temps, la faire examiner par le Bureau de l'Assemblée nationale, qui fera alors les recommandations appropriées.

LA LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES UTILISÉS

CARRA	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
CRI	Compte de retraite immobilisé
FRV	Fonds de revenu viager
RRAPSC	Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels
RRAS	Régime de retraite de l'administration supérieure
RRCE	Régime de retraite de certains enseignants
RRE	Régime de retraite des enseignants
RREGOP	Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
RRF	Régime de retraite des fonctionnaires
RRQ	Régime de rentes du Québec
RRMAN	Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
TAIR	Taux d'augmentation de l'indice des rentes



Abonnez-vous à notre liste de diffusion électronique

L'abonnement à la liste de diffusion électronique de la CARRA vous permet d'obtenir de l'information sur les nouveautés concernant les différents régimes de retraite. Cette liste de diffusion est accessible en ligne par notre site Internet, sous l'onglet Liste de diffusion, à l'adresse **www.carra.gouv.qc.ca/liste**.

Pour nous joindre

Par Internet

www.carra.gouv.qc.ca

Par téléphone

418 643-4881 (région de Québec)

1 800 463-5533 (sans frais)

Personnes malentendantes

418 644-8947 (région de Québec)

1 855 317-4076 (sans frais)

Par télécopieur

418 644-3839

En personne ou par la poste

Si vous désirez prévoir le moment d'une rencontre avec un membre du personnel, nous vous recommandons de téléphoner pour prendre un rendez-vous. Vous pouvez également nous écrire ou encore vous présenter à l'accueil, à l'adresse suivante :

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Service des régimes particuliers

475, rue Saint-Amable

Québec (Québec) G1R 5X3

Vous pouvez également communiquer avec votre employeur, qui vous guidera dans vos démarches.

L'information contenue dans ce bulletin ne se substitue ni à la loi régissant votre régime de retraite, ni aux décrets, ni aux règlements s'y rattachant.

1.25480635
1.54448759
1.98044588
2.11457066
2.24158758
2.31214578
2.54805759
2.66897845
2.87745154
2.88956421
2.94586541
3.01125486
3.21145777
3.25469875

2151254422514521 12541 22
2151254422514521 12541 22
2151254422514521 12541 22
2151254422514521 12541 22
2151254422514521 12541 22
2151254422514521 12541 22

1.01255487 1.25480635 1.54448759 1.98044588 2.11457066 2.24158758 2.31214578 2.54805759 2.66897845 2.87745154 2.88956421 2.94586541 3.01125486 3.21145777 3.25469875
2.54805759 2.66897845 2.87745154 2.88956421 2.94586541 3.01125486 3.21145777 3.25469875 3.45577480 4.01224415 4.25511201 4.32548442 4.65127984 4.78701454 4.86500159 4.98875444 5.01414215 5.10244458 5.35884041 5.54068021 5.75698432 5.84001454 6.01244189 6.25013259 6.45882112 6.80259477 7.01145798 7.21448905 7.59814035 7.42159860 8.35214975 8.39775647 8.60074662 8.78854955 9.45875668 9.80774415

